

sources que nous venons d'indiquer. M. Bienaymé fait ce que l'on appelle la littérature de la question des prix. Il indique les travaux antérieurs qui sans avoir pullulé, ne laisse pas que d'être assez nombreux. Le *Livre des Métiers*, d'Etienne Boileau (1268), le *Ménagier de Paris* (1399), publié par le baron Pichon, le *Journal Parisien* de Jean Maupoint (1437-1469), le *Journal d'un bourgeois de Paris* (1405-1449), le *Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François 1er* (1515-1536), le *Journal de Pierre de l'Estoile* (1574-1611), tout en traitant de matières souvent autres, contiennent de nombreuses indications relativement aux prix. Dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle, on a divers renseignements officiels, en 1632 et 1640 notamment, qui se réfèrent à la levée de taxes, le droit de sou par livre, le vingtième des prix. Le XVIII<sup>e</sup> siècle, chose singulière, sauf dans son dernier quartier, est plus pauvre en renseignements sur les prix que le moyen-âge. Entre le *Journal de la Régence* par Jean Buvat (1715-1723) et le travail de Lavoisier portant ce long titre : *Résultats extraits d'un ouvrage intitulé : de la Richesse territoriale du Royaume de France* (1791), il s'écoule trois quarts de siècle. Comme tout ce qui sortait du cerveau d'un homme de cet ordre, ce dernier travail a une considérable importance. On peut citer encore les recherches du médecin Tessier en 1790, auteur de la partie consacrée à l'agriculture dans l'*Encyclopédie méthodique*.

Puis, dans le courant de ce siècle, les ouvrages de ce genre se précisent et deviennent de plus en plus méthodiques et étendus à la fois. Ce sont d'abord les *Recherches*, de Benoiston de Châteauneuf, sur les consommations de tout genre de la ville de Paris en 1817 comparées à ce qu'elles étaient en 1789, dont il parut de nouvelles éditions en 1821 et 1838; puis le livre d'un membre de l'Institut qui fut l'un des premiers collaborateurs de l'*Economiste français*, Armand Husson, ancien secrétaire général de la Préfecture de la Seine, puis directeur de l'Assistance publique, qui fit paraître en 1856 un grand ouvrage sur les *Consommations de Paris*, dont il fut fait une nouvelle édition posthume en 1875.

Nos plus anciens lecteurs n'auront pas oublié les très nombreux articles sur les *Variations des prix*, où M. de Foville, dans les années 1874, 1875 et 1876, préluait dans l'*Economiste français*, à sa brillante carrière scientifique. Ultérieurement, M. le vicomte d'Avenel a

rassemblé, dans un colossal ouvrage que l'Académie des Sciences morales et politiques a plusieurs fois couronné, les données que l'on peut recueillir sur les prix depuis le moyen âge jusqu'aux temps présent. Enfin, l'on peut citer encore les travaux de M. Levasseur, la monographie précitée d'une famille parisienne par M. Beaurin Gressier, l'ouvrage de M. L. Biollay sur les *Prix en 1790* : il en est, sans doute, nombre d'autres que nous oublions et qui ont apporté leur contribution à cet ordre d'investigations intéressantes.

Pour revenir au travail de M. Bienaymé et en nous réservant de l'étudier en détail dans un prochain article, contentons-nous aujourd'hui de donner les chiffres généraux auxquels il arrive par la comparaison des prix des articles suivants : la viande, le beurre, les œufs, le pain, le vin, les pommes de terre, les légumes, l'huile à brûler et le bois à brûler. Il n'est pas un de ces objets qui ne soit au-dessus des cours de 1780 ou 1790; mais tous sont sensiblement au-dessous des cours de 1880 et certains sont au-dessous de ceux de 1830.

La viande qui valait de 42 à 50 centimes en 1781, 1785 et 1790 le demi-kilogramme a atteint son apogée, soit 79 centimes en 1880 pour redescendre à 70 en 1895; le beurre cotait de 32 à 45 centimes la livre en 1781, 1785 et 1790; il atteint le point culminant de 84 centimes en 1880 et fléchit à 73 en 1885; les œufs ne valaient que 40 à 46 centimes les dix en 1781, 1785 et 1790; ils montent à 100 en 1880 et sont à 84 centimes en 1895; le pain se vendait 50 centimes les deux kilogrammes dans les années qui précédèrent la Révolution; il montait à 85 en 1880 et n'était plus qu'à 74 en 1895; l'huile à brûler, valant 48 centimes en 1895, après 82 en 1880, est la seule denrée qui soit presque à aussi bon marché qu'en 1781 où elle cotait 45 centimes; le bois à brûler est presque dans le même cas; le vingtième de stère vaut 74 centimes en 1895, après 127 en 1880 et se vendait 60 centimes en 1781; pour le vin, on n'a les prix que depuis 1800, il vaut 47 centimes en 1895 le litre, après 74 centimes en 1880 et 87 centimes en 1855 (au temps de l'oïdium); il coûtait 61 centimes en 1805; enfin, les pommes de terre se vendent 72 centimes, après 97 en 1880 et 25 à 30 centimes de 1830 à 1835.

Si l'on réunit tous les articles qui précèdent et qu'on examine leur prix total depuis 1805, on voit qu'il représentait alors 84, qu'il s'est élevé à 108 en 1830, qu'après avoir flé-

chi à 86 en 1850 et s'être relevé à 128 en 1855, puis s'être un peu déprimé depuis lors sans s'abaisser plus bas que 105 un moment en 1865, il se relève à 132 points culminant en 1880 et depuis lors, par des gradations continues, il est descendu à 104 en 1895.

En d'autres termes les prix combinés du pain, de la viande, du beurre, des œufs, du vin, des pommes de terre, de l'huile à brûler et du bois à brûler sont encore de 23 à 24 0/0 au-dessus des cours de 1805, mais ils ne se tiennent que de 10 à 15 0/0 au-dessus de la moyenne des prix de la période 1830 à 1850; ils sont légèrement au-dessous de ceux des années 1855 à 1875 et énormément moindres, de 15 à 25 0/0, que ceux des années précédant ou suivant 1880.

Ces constatations résultent des registres des dépenses du collège Louis-le-Grand et de l'Assistance publique. Quand donc on se plaint du renchérissement de la vie, on se trompe; on vit sur les souvenirs de la période de 1850 et 1880; mais aujourd'hui il n'y a rien de pareil, pour les objets de consommation vulgaire du moins. Dans un prochain article nous entrerons dans plus de détails et joindrons aux renseignements de M. Bienaymé ceux qui proviennent d'une autre source, tout officielle, la Commission des valeurs en douane.

Comme les petits traitements et surtout les salaires n'ont pas fléchi depuis 1880, le changement des prix a été tout à l'avantage de la partie la plus nombreuse de la population; elle peut mieux défrayer ses besoins et consacrer une partie de sa rétribution à des consommations ou à des distractions nouvelles.

PAUL LEROY-BEAULIEU.

## LA BOLIVIE

La situation qui a été faite à la Bolivie par la nature et les événements est tout à fait exceptionnelle : ce pays n'a pas accès à la mer; comme le Thibet, il forme un plateau extrêmement élevé, ses passes occidentales dans les Cordillères étant situées à une hauteur de plus de 15,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. La grande majorité de sa population est essentiellement montagnarde et ne parle guère que les idiomes indiens; il renferme des tribus d'Indiens sauvages dont le nombre est absolument inconnu; dans les départements de La Paz et d'Oruro, les aborigènes à demi civilisés ont à semer, moissonner et